



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 192 du 28 février 2020

Pays Nordiques

Banijay Group, le franco-italien leader de la production et de la distribution de contenus audiovisuels pour la télévision nordique. Banijay, dont le siège est à Paris, est devenu le leader des entreprises de production et de distribution de contenus pour la télévision et les plateformes multimédia dans la zone nordique avec ses 13 filiales. Le rachat de son concurrent néerlandais, Endemol Shine Group, fin 2019 devrait permettre à Banijay et ses actionnaires (Stéphane Courbit, Groupe Arnault, l'animateur Nagui, et les familles italiennes Agnelli et De Agostini) de renforcer encore leur présence, notamment en Suède.

La Suède est le pays nordique qui possède la meilleure image. Selon le *Nation Brand Index* (NBI) 2019 développé par Anholt-Ipsos qui classe chaque année 50 pays sur la base de 20 000 entretiens portant sur 6 critères : perception des exportations (réputation du « *made in...* »), de la gouvernance, de la culture et de l'héritage, de la population, du tourisme et de l'attrait pour l'immigration. La Suède arrive en tête des pays nordiques à la 9^{ème} place du classement (10^{ème} en 2018). La Finlande a connu la plus grande progression et se classe désormais 17^{ème} en 2019, notamment grâce à sa réputation dans le domaine de la protection de l'environnement. La France passe du 4^{ème} au 2^{ème} rang, derrière l'Allemagne, mais devant le Canada.

Nation	2019 Rank	2018 Rank
Germany	1	1
France	2	4
Canada	3	5
United Kingdom	4	3
Japan	5	2
United States	6	6
Italy	7	6
Switzerland	8	8
Sweden	9	9
Australia	10	9

Danemark

Accord de libre-échange entre l'UE, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Actuellement en phase de négociation, cet accord devrait conduire à une augmentation des exportations danoises de près d'un tiers à terme, jusqu'à 4 Mds DKK (535 M€) selon la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*). Les exportations à destination de l'Australie s'élevaient à 12 Mds DKK (1,6 Md€) en 2018. Avec ce nouvel accord, des groupes danois comme Vestas, Grundfos, Lego ou encore DSV Panalpina espèrent voir leurs ventes croître de manière significative sur ces marchés.

Danske Bank se résout à appliquer un taux de rémunération négatif aux dépôts. Alors qu'elle avait annoncé à plusieurs reprises ne pas vouloir instaurer un taux d'intérêt négatif, la plus grande banque du pays a fini par imiter les autres banques danoises en instaurant un taux négatif de -0,75% qui entrera en vigueur en juin. Cette décision touchera les clients privés détenant un compte courant et des dépôts pour plus d'1,5 MDKK (environ 200 000€) dans leur établissement, ainsi que ceux disposant d'autres types de comptes à partir de 750 000 DKK (près de 100 400€).

AP Møller-Mærsk souhaite développer davantage sa division « Logistique et services ». Celle-ci est à l'origine de 24% des bénéfices de la société maritime en 2019, comme en 2018, loin de l'objectif annoncé des 50% pour 2023. La branche est primordiale pour la compagnie, qui ambitionne de devenir un groupe logistique global et non plus uniquement une entreprise de transport maritime. En acquérant pour 3,8 Mds DKK (509 M€) la société de logistique et d'entrepôt américaine Performance Team, Mærsk cherche à accroître sa part du marché logistique mondial et à renforcer sa présence sur le marché nord-atlantique.

L'attractivité au cœur d'une nouvelle stratégie gouvernementale. Lancée par le ministre des Affaires étrangères danois, Jeppe Kofod, cette stratégie vise à attirer et promouvoir les investissements étrangers au Danemark. L'objectif annoncé pour 2020 s'élève à 55 projets d'investissements étrangers enregistrés par l'agence *Invest in Denmark*. Le gouvernement donne la priorité aux investissements à forte intensité technologique, aux investissements verts et aux projets favorisant la croissance sur l'ensemble du territoire danois.

Finlande

La planification des projets d'aménagement des axes ferroviaires majeurs avance. Un accord a été trouvé entre l'Etat finlandais et les collectivités locales sur la structure et le financement de deux entreprises publiques chargées de promouvoir les axes ferroviaires de Turku d'une part, et de Tampere d'autre part. Il s'agit de planifier les projets de modernisation des chemins de fer vers ces deux villes, actuellement en surcapacité et souvent perçus comme lents et inattractifs face à l'automobile. Les coûts prévisionnels des infrastructures à développer sont de 8 Mds€ (environ 3 Mds€).



pour Turku et 5,5 Mds€ pour Tampere). Ce financement nécessitera de faire appel à des ressources en dehors du cadre budgétaire et notamment de vendre de terrains adjacents au tracé.

Le programme d'insertion des immigrés sur le marché du travail donne de premiers résultats encourageants. En décembre 2019, 869 des 2 211 immigrés ayant participé au programme d'insertion SIB (Social Impact Bond) ont pu trouver un emploi. La plupart de ces créations d'emploi concernent des secteurs touchés par des pénuries de main d'œuvre, comme la restauration, le nettoyage ou encore les transports. Le programme apporte une aide linguistique et une formation continue en milieu professionnel. Il est financé par des investissements publics et privés et devrait permettre à 1 200 personnes de trouver un emploi.

Supercell fête ses 10 ans avec l'annonce d'un très bon résultat pour 2019. L'emblématique entreprise de jeux-vidéo finlandaise a réalisé en 2019 un chiffre d'affaires de près de 1,4 Mds€ et un résultat de 517 M€. Même si Supercell n'a développé que 5 jeux-vidéo en 10 ans, leur longévité est exceptionnelle : Clash of Clans, sorti en 2012, a fait une année record en 2019. Par ailleurs, 4 de ces 5 produits ont permis d'accumuler 1 Md€ de recettes jusqu'à présent.

Islande

L'Islande reste inscrite sur la liste grise du GAFI. Dix représentants islandais se sont rendus en France pour assister à une réunion du groupe de travail sur la loi financière et essayer de convaincre les pays membres de l'organisation de revenir sur leur décision de la placer sur sa liste grise. Le dernier examen publié par le Groupe d'action financière a souligné les efforts entrepris par l'Islande et notamment les mesures concernant l'augmentation du nombre d'employés au sein des institutions financières. Ce rapport ajoute que l'Islande pourrait être sortie de la liste si le pays continue d'améliorer ses infrastructures de réglementation financière. Il y a au total 18 pays sur la liste où l'Islande est le seul membre de l'Espace économique européen. La prochaine réunion plénière des membres du GAFI, au cours de laquelle la situation de l'Islande sera de nouveau examinée, aura lieu en juin.

Forte hausse de l'excédent commercial (biens et services) en 2019 malgré la faillite de Wow Air. L'excédent de la balance commerciale des échanges de biens et services atteint 140 Mds ISK (1 Md€), contre 84 Mds ISK en 2018 (0,6 Md€). Cette amélioration repose à la fois sur une contraction du déficit dans les échanges de biens (-107 Mds ISK contre -155 Mds ISK en 2018) et sur une augmentation de l'excédent des services (de 239 à 247 Mds ISK), d'autant plus remarquable qu'en 2019 les exportations de services (postes « voyage » et « transport » de la balance des paiements) ont pâti de la faillite de la compagnie Wow Air.

Norvège

Les partenaires sociaux quittent la table des négociations sur l'âge de départ à la retraite. Les partenaires sociaux ont interrompu le 12 février les négociations sur la réforme de l'âge de départ à la retraite de certains salariés du secteur public, faute d'accord. Le gouvernement souhaite reculer l'âge de départ fixé entre 57 et 62 ans pour certains métiers en raison de leur pénibilité, dans un contexte d'allongement de l'espérance de vie. La réforme concernerait 170 000 personnes (pompiers, police, santé, défense), dont 120 000 salariés des communes. La confédération syndicale LO dénonce la suppression, à terme, du principe de départ anticipé à la retraite.

Le directeur de la Banque de Norvège a prononcé son discours annuel. Øystein Olsen a pointé du doigt la hausse de la part des dépenses publiques dans le PIB continental norvégien, qui sont passées de 29 % en 1990 à 35% l'an dernier. De fait, le doublement de la valeur du Fonds pétrolier depuis l'arrivée de Erna Solberg au pouvoir (5 000 Mds NOK en 2014 - 500 Md€, 10 000 Mds NOK en 2019 – 1 Md€) permet des prélèvements plus importants (maximum 3% du fonds). Le directeur précise toutefois qu'un quart de la hausse de la valeur du fonds est directement liée à la baisse de la couronne. Appelant à plus de prudence de la part de l'Etat, il constate que le déficit commercial (hors offshore) sera trop important pour être compensé par la croissance du Fonds pétrolier, et que le taux d'emploi est trop faible.

Le gestionnaire du réseau électrique Statskraft est opposé à l'éolien offshore. Pour Statskraft, la Norvège ne serait pas adaptée au développement de l'éolien offshore, en raison de sa balance énergétique excédentaire et de la profondeur de ses fonds marins qui augmente les coûts de construction des éoliennes. Dès lors, mettre en place des aides publiques pérennes fragiliserait la rentabilité de la production d'énergies renouvelables au lieu de la soutenir. Depuis son retrait de deux projets britanniques d'éolien offshore en 2017, Statskraft s'est totalement désengagé de ce secteur.

Les négociations annuelles sur la revalorisation des salaires ont débuté. Syndicats et patronats se sont réunis le 18 février pour les négociations annuelles sur la revalorisation des salaires, en présence de représentants de l'Etat. Fellesforbundet (syndicat des salariés de l'industrie) appelle à plus d'équité, compte tenu des revalorisations plus importantes accordées aux employés du secteur public qu'à ceux du secteur privé ces quatre dernières années.

Widerøe supprimera 4 000 vols intérieurs par an à partir de mai 2020. La plus grande compagnie aérienne pour les vols intérieurs en Norvège met en avant l'augmentation de 73% des taxes depuis 2012, qui atteignent 215 MNOK (21 M€) sur les vols commerciaux. La réduction concerne notamment le Nord de la Norvège et les petites villes.

Le nombre de bénéficiaires de la prestation d'invalidité norvégienne augmente. 10% de la population active a perçu la prestation d'invalidité en 2019 selon NAV, l'agence pour l'emploi, soit 13 000 Norvégiens supplémentaires. Raymond

Johansen, président du gouvernement municipal de la ville d'Oslo (Parti travailliste), y voit la diminution du nombre d'actifs percevant l'aide au retour à l'emploi, qu'ils considèrent trop basse. Heidi Nordby Lunde, porte-parole du Parti conservateur sur les politiques de travail, estime que cette hausse est due à un suivi plus rapide et étroit de NAV.

La baisse des prix de l'électricité frappe le secteur éolien. La baisse record des prix de l'énergie en février (14 centimes par kWh) affecte les producteurs d'énergie éolienne, qui doivent réduire leur prix de vente de 25% par rapport aux tarifs moyens pendant l'hiver.

La Direction du Pétrole communique sur les réserves de pétrole en mer de Barents. Celles-ci s'élèveraient à 3Mds m³ (37% des réserves totales de la Norvège), dont seules 87 M ont été exploitées. Les réserves se trouveraient principalement au sud, sud-ouest et nord-ouest de la mer de Barents, des zones délaissées par Equinor en 2019 faute de découvertes satisfaisantes. Au total, la Norvège compte 87 sites d'extraction sur son plateau continental, et le pic de production de pétrole serait atteint en 2024.

Equinor abandonne ses projets de forage dans la grande baie d'Australie. La rentabilité estimée du projet serait trop faible. Les ambitions de la compagnie pétrolière norvégienne avaient été très critiquées par les ONG et les associations locales, qui craignaient que les risques pour l'environnement soient importants.

Suède

Les cyberattaques couleront 1,5Md€ par an. Selon la Fédération des entreprises industrielles (*Teknikföretagen*), la Suède est victime d'environ 100 000 cyberattaques tous les ans. Ces intrusions informatiques couleront 16 Mds SEK (1,5 Md€) aux entreprises et à la société suédoise. La Suède serait le 6^{ème} pays le plus touché au monde. Pour mieux faire face à ces attaques d'envergure, l'administration suédoise (l'Agence suédoise de la sécurité civile, la Police, le service de renseignement et la défense) va créer un Centre national de cybersécurité qui, une fois opérationnel, emploiera 250 personnes. Il soutiendra surtout les secteurs sensibles tels que les télécoms, l'énergie, la banque/finance, la défense, mais aussi les grands groupes exportateurs. Cette institution a été pensée sur le modèle du National Cyber Security Centre britannique créé par le MI5 en 2016.

Année record pour les quatre fonds de réserve de retraite qui représentent désormais plus de 30% du PIB. AP1, AP2, AP3 et AP4, les quatre fonds de réserve de retraite, ont affiché une rentabilité moyenne record de 17,6% en 2019, ce qui représente un bénéfice cumulé de 236 Mds SEK (22,5 Mds€). La rentabilité annuelle moyenne de ces fonds a été de respectivement 8,1% et 8,8% sur les cinq et dix dernières années, des niveaux au-delà des attentes fixées par le gouvernement dans leurs mandats. Le portefeuille des quatre AP-fonds représente ainsi désormais au total 1 559 Mds SEK (150 Mds€), soit 31% du PIB suédois ou 15% de la valeur du Fonds pétrolier norvégien, le premier fonds souverain au monde. Dans ce contexte favorable, les 4 premiers AP ainsi que AP-6 ont fait l'objet de critiques récentes concernant leur recours à des placements offshore (pour un montant total de 45 Mds SEK, soit 4,2 M€) transitant notamment par les Iles Caïmans, qui figurent sur la liste noire de l'UE.

La Riksbank lance une version test de la e-krona, cryptomonnaie de banque centrale. La version bêta de la couronne numérique suédoise a été lancée en partenariat avec le consultant Accenture le 20 février 2020. Ce projet devrait se poursuivre jusqu'en février 2021 avant d'être définitivement évalué. La version bêta a pour objectif d'identifier les usages possibles pour le grand public et de s'assurer que cette nouvelle monnaie numérique sera facile à utiliser, performante et sécurisée. La plus ancienne des banques centrales au monde (elle a 352 ans), la Riksbank, pourrait ainsi devenir la première banque centrale à se doter d'une cryptomonnaie nationale et se placerait à la pointe de l'innovation monétaire publique.

Le nombre de jours de travail perdus en raison des grèves a augmenté en Suède en 2019. Il atteint 7 527 en 2019, contre 50 en 2018 et 2 570 en 2017. En 2019, seulement 20 nouvelles conventions collectives ont été signées, alors que 500 devraient être renégociées cette année. Ces chiffres s'expliquent par les conflits sociaux au sein de la poste et de la compagnie aérienne SAS. Le taux de grève suédois demeure toutefois toujours inférieur à la France et à l'Italie, mais aussi à la Finlande, au Danemark et à la Norvège.

Bilan des garanties export en 2019. L'Agence Suédoise du Crédit à l'Export (EKN), chargée de fournir les garanties export, a publié son bilan pour l'année 2019. 445 entreprises exportatrices ont été accompagnées par EKN en 2019 (contre 419 en 2018) pour un total de 2 135 opérations (contre 2 082 en 2018).

Forte progression des ventes en ligne. Postnord, Svensk Digital Handel et HUI Research, ont publié les chiffres du commerce en ligne sur l'année 2019. Sur un CA global de 700 Mds de SEK (67 Mds€) pour la vente globale au détail, le commerce en ligne représentait l'an passé 87 Mds SEK (8,3 Md€), soit 12,4% des ventes. Ce montant est en constante augmentation : +10 Mds SEK par rapport à 2018, +62 Mds SEK par rapport à 2010. La vente de livres a été le premier secteur à faire face à l'arrivée des ventes par internet (aujourd'hui plus de 50% des livres sont vendus en ligne). Parmi les nouveaux secteurs touchés, on retrouve l'électronique (33%), le prêt-à-porter (20%), les articles de sport (14%), le matériel de construction (12%) et la pharmacie et parapharmacie (11%). Ce dernier affiche d'ailleurs la plus forte progression avec une augmentation de 36% par rapport à 2018. Ces évolutions croissantes amènent les acteurs du commerce du détail à repenser leur business model.



Capgemini intensifie sa présence en Suède avec le rachat d'Advectas. Le consultant suédois Advectas, spécialisé dans la gestion et l'analyse de données, est repris par la filiale suédoise de Capgemini puis intégré dans sa division Insight & Data. Advectas, fondé en 2006, compte 200 employés avec des bureaux localisés essentiellement à Stockholm, Copenhague, Göteborg, Malmö et Jönköping. Le coût du rachat n'a pas été dévoilé, ni le calendrier de sa consolidation dans les comptes du groupe français. Avant cette acquisition, Capgemini Suède réalisait un chiffre d'affaires d'environ 4,6 Mds SEK (440 M€) et comptait 1 500 employés.


1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques

Croissance 2020	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Croissance 2021	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2019)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	1,5	1,4	1,0	1,1	2,5	2	1,1	1,6	-	-
Banque centrale	1,7	1,6	0,9	1,1	1,9	1,4	1,3	1,8	0,8	2,4
Institut stat./conj****.	1,3	-	0,9	1,1	2,4	1,9	1,0	1,5	1,7	2,7
Commission*	1,5	1,5	1,5	1,0	1,9	1,9	1,2	1,5	1,8	2,4
FMI**	1,9	1,7	1,5	1,5	2,4	1,6	1,5	2,1	1,6	2
OCDE***	1,4	1,4	1,0	0,9	2,0	1,7	1,2	1,2	1,6	2,6
SEB	1,8	1,5	1,5	1,5	2,0	1,8	1,1	1,7	-	-
Nordea	1,5	1,5	1,0	0,5	1,8	1,6	0,8	1,8	-	-
Danske Bank	1,4	1,4	1,0	1,4	2,0	2,1	0,7	1,5	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (février 2020) sauf Islande et Norvège (prévisions d'automne)

** World Economic Outlook (janvier 2020)

*** Perspectives économiques (novembre 2019)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	0,0	-0,1	-1,4	-1,4	7,6	-	0,1	0,1	-	-
Commission*	0,5	0,0	-1,4	-1,6	8,5	8,6	0,1	0,1	0,4	0,6
FMI**	0,0	-0,1	-1,0	-1,1	7,8	7,7	0,3	0,3	0,1	0,1
OCDE***	0,3	-0,2	-1,4	-1,5	9,1	9,0	0,2	0,1	-1,0	-1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	33,8	33,4	58,8	59,7	-	-	33,9	32,5	-	-
Commission*	32,3	31,7	59,3	59,8	33,8	30,7	33,4	32,0	37,7	37,0
FMI**	31,8	33,8	59,1	59,9	40,0	40,0	35,4	33,8	31,5	29,6

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
inflation (IPCH)*	1,3	1,4	1,4	1,5	2,0	2,0	1,5	1,6	2,8	2,7
cons. privée*	2,0	1,8	1,1	1,5	2,1	2,0	1,5	1,5	2,5	3,2
chômage (BIT)*	4,8	4,7	6,5	6,4	3,5	3,6	7,1	7,2	3,8	3,7

Source :

* *Prévisions d'automne* (novembre 2019)

** *World Economic Outlook* (janvier 2020)

*** *Perspectives économiques* (novembre 2019)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

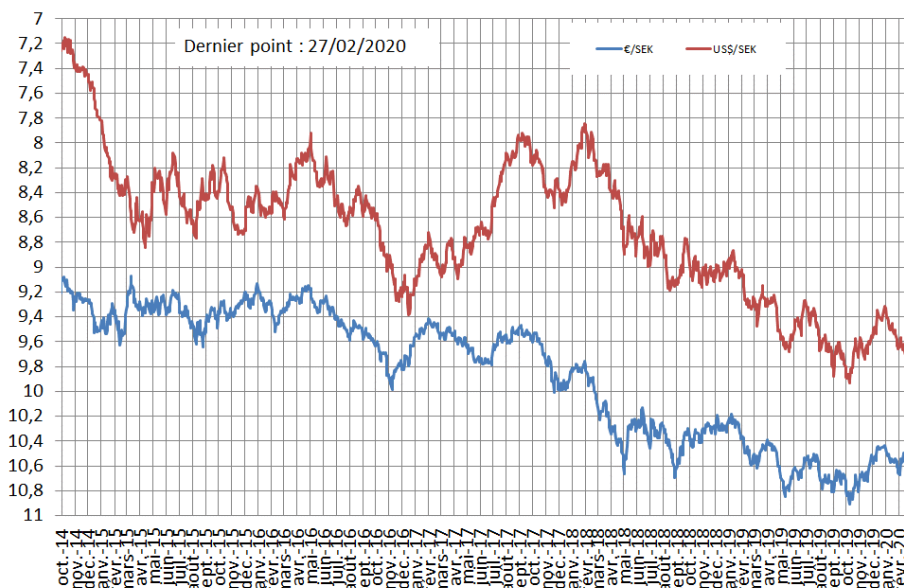
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

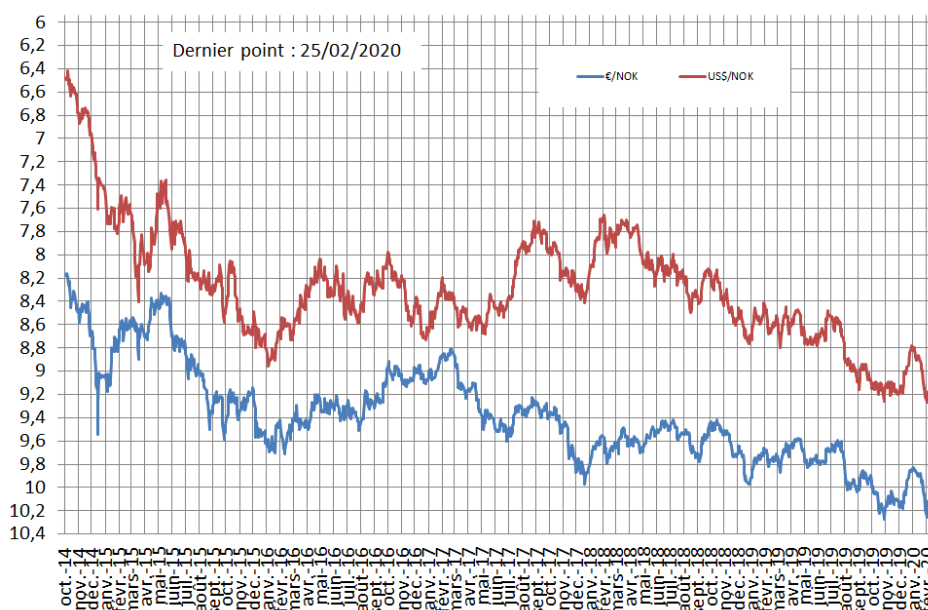


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à

eric.duedal@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, G. Aublé), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, J.-M. Barrieu), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, R. Saudrais, J. Grosjean, E.-M. Mounier, P. Charrier).